

LA CHEFFERIE TRADITIONNELLE SÉNOUFO-NIARAFOLO SOUS LA SÉRIE DE CRISES SOCIOPOLITIQUES DANS LE NORD DE LA CÔTE D'IVOIRE

SENOUFO-NIARAFOLO TRADITIONAL LEADING AUTHORITIES DURING SOCIOPOLITICAL CRISES IN THE NORTH OF COTE D'IVOIRE

KONE GNENEFOL

Institut d'Ethno-Sociologie
Université Félix Houphouët-Boigny
Email : josuekone@yahoo.fr

RÉSUMÉ

Le présent article porte sur l'exercice de l'autorité des chefs sénoufo-niarafolo. Il analyse l'évolution des institutions politiques coutumières à Ferkessédougou dans le contexte de la série de crises sociopolitiques ayant marqué la région depuis le début de la dernière décennie. Afin de parvenir à une réponse efficiente, la méthode qualitative incluant des entretiens individuels et des focus groups, a été convoquée. Des données collectées et croisées auprès de soixante-cinq personnes enquêtées appartenant aussi bien aux chefs traditionnels, qu'aux ex-forces nouvelles ainsi qu'aux représentants de l'Etat ont permis d'aboutir aux résultats suivants : les crises ont permis de repositionner les chefs traditionnels niarafolo. Le vent de la rébellion du 19 septembre 2002, supposé être un contre-pouvoir pouvant sonner le glas de la chefferie traditionnelle, a finalement contribué à l'émergence de celle-ci enfin de compte.

Mots-clés : crises, exercice de l'autorité, représentants de l'Etat, gestionnaires coutumiers, rébellion.

ABSTRACT

This article is dealing with the way the traditional chiefs of niarafolo-sénoufo practice their authority. It analyses the evolution of political and customs institutions at Ferkessédougou in the context of social and political crisis stream occurred in the region since the beginning of the last decade. In order to achieve an answer, the qualitative method including individual interviews and focus groups has been call in. Collected measured data, from sixty-five people belonging to traditional chiefs and new army but also the representatives of public government, have permitted to achieve the following results: crises have permitted to reorganize political and customs institutions of niarafolo-sénoufo. The wind of rebellion of 19th September 2002 that was supposed to be an alarm

of opposed power that could put an end to traditional power, it has finally contributed to the up rising of traditional power.

Keywords: *crisis, exercising of authority, state representatives, custom managers, rebellion.*

INTRODUCTION

Au lendemain des indépendances de 1960, les institutions politiques coutumières avaient été mises en veilleuse dans la plupart des Etats de l'Afrique francophone subsaharienne à l'instar de celui de la Côte d'Ivoire, dans la mesure où elles n'avaient pas été supprimées ni valorisées (Mariatou et N'guessan, 2005 :15). Elles étaient toujours régies par l'arrêté colonial de 1934. Les nouvelles élites africaines voyaient dans les rois et les chefs les reliques d'un passé qu'il leur appartenait d'abolir. Les nationalistes qui assurèrent le passage de la domination coloniale à l'indépendance étaient passés par le système scolaire et l'avènement de la modernité les enthousiasmaient. Ils s'étaient donné pour objectif un changement radical de leurs sociétés (PERROT, 2006 : 173).

En effet, en Côte d'Ivoire, cette volonté va d'abord opérer entre 1960 et 1980 un changement caractérisé par la nomination et l'émergence des députés et des secrétaires généraux du Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), parti unique, alors dirigé par le génie de feu Houphouët Boigny. Ces représentants du parti unique auront une autorité considérablement élargie et renforcée au détriment de celle des chefs locaux, les leaders traditionnels.

Ainsi une première rupture politique opérée occasionnera-t-elle un renversement de situation dans lequel les chefs locaux fonctionneront non plus comme des décideurs politiques, mais plutôt comme des exécutants, des auxiliaires, des subordonnés de la nouvelle administration dite moderne. Une deuxième phase toujours sous le règne du parti unique, couvrant les années 1980-1990, connaîtra des différents scrutins (élections de députés, des maires) et un traitement spécial des secrétaires généraux du parti unique. Le canton qui est une invention coloniale, supprimé en 1987 selon M.A., administrateur civil à Ferkessedougou, entrainera le dysfonctionnement des chefferies de canton.

Ensuite la période 1990-1999, marquera le retour du multipartisme en Côte d'Ivoire. Ce sera le début des courants politiques contradictoires sinon du pluralisme politique. Au regard de l'évolution de la vie politique, le PDCI parti unique dans le pays depuis 1960, permettra en 1990, grâce au discours de la Baule, tenu par François Mitterrand, la création d'autres partis dont les plus représentatifs seront

le Front Populaire Ivoirien (FPI), dirigé par Laurent Gbagbo, le Parti Ivoirien des Travailleurs (PIT) de Francis Wodié, l'Union des Socio- démocrates (USD) de Bernard Zadi Zaourou, le Parti Progressiste de Bamba Moriféré, etc. Avec cette fragmentation du paysage politique, une deuxième rupture politique s'opérera, mettant ainsi fin au monopartisme. Certaines chefferies traditionnelles vont connaître des clivages et des schismes face au nouveau vent de démocratisation qui souffle et se traduit dans les partis politiques. Pendant ce temps les chefs locaux pour la plupart resteront confinés dans leur position d'arrière garde.

Puis, du 24 décembre 1999 au 11 avril 2011, la Côte d'Ivoire connaîtra une série de crises sociopolitiques qui la traversera et la secouera de toutes parts. Cette période sera caractérisée par des soubresauts et de violents remous sociaux parmi lesquels, on pourrait citer quelques événements majeurs : le coup d'Etat militaire du 24 décembre 1999 ayant mis fin au gouvernement d'Henri Konan Bédié, la tenue de l'élection présidentielle en 2000, dont l'organisation elle-même et les résultats sont différemment interprétés et qualifiés, l'apparition et entrée en 2002, sur la scène politique d'une rébellion armée. C'est dans la période postérieure au coup d'Etat du 24 décembre 1999, et dans la recherche de solutions à la fracture sociale qui a nécessité le forum national pour la réconciliation, que, pour la première fois, les autorités traditionnelles ont fait irruption de façon solennelle dans l'arène politique ivoirienne à travers leur porte-parole : Nanan N'dépo Didace. Progressivement et suivant l'évolution de la vie politique en Côte d'Ivoire, on assiste à l'essor des institutions de leadership traditionnel (Sohuily, 2003: 24).

Enfin, depuis avril 2011, la crise était devenue très aigue. On aurait dit qu'elle avait atteint son point culminant au regard de la radicalisation ou de l'intensification du conflit ouvert et armé, marqué par l'implication de plusieurs catégories sociales de combattants: miliciens, dozos, groupes d'auto-défense, barragistes, mercenaires provenant de divers horizons, Forces Nouvelles, Forces Armées Nationales de Côte d'Ivoire, etc. Rappelons qu'avant le scrutin présidentiel de 2010, la classe politique ivoirienne avait fini par se recomposer en un bipartisme (LMP « La Majorité Présidentielle » et RHDP « Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix »), bien sûr qu'il y avait des formations plus ou moins minoritaires pouvant jouer un rôle de force d'appoint au sein des deux coalitions politiques. Cette situation de bipartisme avait fortement divisé les représentants des institutions coutumières et leur organisation à caractère national encore à l'étape embryonnaire et précaire entre les deux tendances politiques (LMP et RHDP) en compétition sociale et politique selon le témoignage de K. M. représentant des chefs de communautés à Abidjan.

A la faveur de la série de crises sociopolitiques qu'avait connue la Côte d'Ivoire depuis le début de la dernière décennie, elle, avait entraînée la chute du pouvoir politique moderne à travers la déchéance de ses symboles, dans les régions Centre, Nord et Ouest occupées par la rébellion selon T.B. un élu des collectivités territoriale à Ferkessédougou. Vu la longue léthargie qu'avaient connue auparavant les institutions politiques locales, vu la déchéance, la destruction des symboles de l'Etat et la récente hémogénie et suprématie des ex-forces nouvelles sur l'espace qu'elles avaient conquis, des voix se sont élevées et ont vite fait de déclarer ceci : « c'en est fini complètement pour les leaders traditionnels dans le nord ivoirien ! ». D'ailleurs dans les années 1980 Amon d'Aby avait souligné la vitalité du dynamisme des institutions étatiques en cours dans les sociétés africaines à la fois en crise et en phase de transition (Amon, 1988 : 58). L'attention des anthropologues et des historiens s'était ainsi dirigée au début des indépendances sur la problématique de la construction de l'Etat moderne en Afrique (Perrot, 2006 : 173).

Contrairement à cette logique, cette donnée du cours normal de l'évolution au sens d'une régression puis d'une disparition à terme des institutions politiques coutumières africaines, on y constate un regain d'énergie et une tentative d'incorporation réciproque de ces institutions avec l'Etat moderne (Perrot, 2006 : 173). Ainsi paradoxalement donc aux prévisions de ceux qui annonçaient la mort ou l'extinction des institutions politiques traditionnelles en pays niarafolo on y observe aujourd'hui une nouvelle dynamique politique. Cette situation suscite l'interrogation suivante : comment cette chefferie niarafolo a-t-elle exercé son autorité avec la présence non négligeable des forces nouvelles dont la logique, selon nos enquêtes, était de détruire toute autre forme d'autorité agissant dans le sens contraire ?

Notre hypothèse est que l'exercice de l'autorité de ces leaders a évolué au sens d'une progression en fonction du type de rapports que l'Etat, les différents prétendants au pouvoir étatiques ou au pouvoir électif local ont entretenus avec les autorités coutumières et des enjeux politiques du moment.

L'objectif de cette contribution est d'analyser l'évolution des institutions politiques coutumières à Ferkessédougou dans le contexte de la série de crises sociopolitiques ayant marqué la région depuis le début de la dernière décennie.

Pour ce faire, nous allons ressortir les rapports sociaux d'abord entre les acteurs politiques sénoufo-niarafolo. Ensuite nous allons analyser les rapports sociaux entre les acteurs politiques sénoufo et les autres entités politiques

externes à leurs institutions coutumières. Puis nous parlerons du renversement de la situation sociopolitique et de l'émergence des gestionnaires coutumiers niarafolo. Enfin nous évoquerons les rôles et les nouvelles fonctions des leaders traditionnels dans la gestion des différents types de conflits à Ferkessédougou au cours de ces dernières années

MÉTHODOLOGIE

Au plan méthodologique, cette étude s'appuie sur les données d'une enquête réalisée dans le cadre de travaux de thèse de doctorat en cours. Pour la production des données, la démarche qualitative a été mobilisée.

1- Site de l'étude et population

L'étude s'est informée dans le centre urbain de Ferkessédougou ainsi que dans dix villages de la société niarafolo.

2- Échantillonnage et caractéristiques de l'échantillon

Notre étude s'est informée dans des localités de la société niarafolo, choisies en raison de leur implication dans la gestion politique de toute la société niarafolo. Ces localités sont ainsi appelées « villages-témoins ». Il s'est agi d'une série d'enquêtes ponctuelles effectuées auprès des chefs de canton, de leurs représentants, du chef suprême (roi), des chefs de village ou de lignage, des chefs de terre, des chefs de bois sacré, des notables (dépositaires et spécialistes des savoirs traditionnels) mais également des entretiens réalisés avec des ex-forces nouvelles qui sont au cœur des mutations en cours.

Afin de renforcer l'analyse, ce travail s'est appuyé non seulement sur les témoignages des populations elles-mêmes, mais aussi et surtout sur les points de vue des représentants de l'administration moderne qui interagissent avec les chefs locaux et observent par ailleurs cette société niarafolo qu'agite le tumulte des conflits et la lutte des compétitions sociales pour les repositionnements politiques. Le choix des personnes enquêtées repose ici non sur un quota (nombre) à atteindre mais sur leurs qualités, leurs statuts sociaux. Nous sommes dans une analyse des données qui est celle de l'approche phénoménologique. L'effort d'analyse porte avant tout sur le sens des actions, sur l'essence des phénomènes, sur leur nature intrinsèques, sur la signification que les leaders politiques en donnent (N'da, 2002 : 71). Le quota des enquêtés

importe peu. Toutefois au total, soixante-cinq personnes ont été interrogées. La technique d'échantillonnage utilisée est la technique d'échantillon typique ou par choix raisonné. Les enquêtés ont été choisis sur la base de leurs qualités. Ils sont soit des leaders d'opinions soit représentants d'une entité politique.

3- outils de collecte

Ces données ont été collectées à partir des guides d'entretiens soumis à nos enquêtés.

4- Les techniques de collecte de données

- Un ensemble de techniques articulées autour de la recherche documentaire, l'observation, des entretiens individuels et de group (focus groups) ont permis de collecter les données. A cet effet, des différents guides d'entretiens adaptés aux groupes –cibles ont permis de faire la collecte les données.
- Les entretiens ont été structurés autour des thématiques suivantes : rapports sociaux entre les acteurs politiques niarafolo ; rapports sociaux entre ex-forces nouvelles et représentants de l'Etat ; rapports sociaux entre ex-forces nouvelles et gestionnaires coutumiers niarafolo ; rapports sociaux entre représentants de l'Etat et gestionnaires coutumiers niarafolo ; rôles et fonctions des leaders traditionnels niarafolo dans la gestion des différents types de conflits à Ferkessédougou au cours de ces dernières années.
- S'agissant de la grille d'observation, elle s'est intéressée à la façon dont les gestionnaires coutumiers exercent leur autorité, à capter les extraits de conversations entre les administrés et les leaders traditionnels au cours de la gestion des conflits sous le « nakpanhan » ; le tribunal traditionnel.
- Le traitement des données s'est fait sur la base de l'analyse thématique de contenu, ce qui a permis de dégager et d'interroger des catégories sociales de populations pour comprendre l'évolution des institutions coutumières aux cours de ces dernières années.

5- Limites

Nous n'avons pas pu, comme nous le souhaitons, obtenir avec les leaders de la rébellion à Bouaké et à Ferkessédougou des informations, suite à des refus de leur part. Ce qui ne nous a pas permis d'écouter leur version et de mieux apprécier les rapports sociaux entre cette catégorie d'acteurs et les autres entités politiques. Toutefois, nous avons échangé avec des éléments des forces nouvelles présents sur le site d'étude.

RÉSULTATS

L'arsenal méthodologique déployé a permis de d'aboutir à des résultats suivants :

1- Caractéristiques du pouvoir sénoufo et rapports sociaux entre les acteurs politiques niarafolo

Le pouvoir politique sénoufo est pratiquement le même à travers les villages en dépit de quelques variantes linguistiques.

a) caractéristiques du pouvoir politique sénoufo-niarafolo

Les niarafolo¹ vivent dans la sous-préfecture de Ferkessédougou, dans le nord ivoirien. Les acteurs politiques niarafolo se composent des chefs de village, des chefs de terre, des chefs de bois sacré, des médiateurs sociaux dont l'oracle goryiliwé², du chef de canton et du chef suprême. Ils sont organisés politiquement autour des villages. Chaque village comprend un chef de village, un chef de terre et un chef de bois sacré.

L'organisation politique est la même dans tous les villages. La caractéristique générale du pouvoir politique sénoufo-niarafolo, est l'hérédité de ce pouvoir. Son organigramme se présente de façon horizontale contrairement aux sociétés akans où l'organisation du pouvoir se présente de façon verticale (Gnéféfolo, 2005 : 87).

1- Les niarafolo sont un sous-groupe du peuple sénoufo, qui constitue un peuple gourmandé.

2- C'est un devin, une sorte d'oracle, un intermédiaire entre les ancêtres (les morts, les mânes des ancêtres, les esprits, les dieux ...) et le monde des vivants. Il joue plusieurs fonctions dans la société niarafolo. Il est à la fois régulateur de l'ordre social, prêtre et président du conseil constitutionnel traditionnel

b) Rapports sociaux de collaboration et/ou de coopération entre les acteurs politiques niarafolo

En société senoufo, le pouvoir est dispersé, éparpillé et partagé entre les mains de plusieurs acteurs politiques de sorte qu'aucune instance politique n'a le monopole, la totalité du pouvoir. La conception du pouvoir est très démocratique en ceci qu'il y a des contre-pouvoirs qui ne sont pas vides. Les pouvoirs fonctionnent indépendamment les uns des autres. C'est-à-dire que le pouvoir arrête le pouvoir. Selon le chef de canton M. K. « Tout le monde est soumis au poro, même le chef suprême qui se trouve à Sokoro (felguessikaha). Quand, il y a des crises ou des dysfonctionnements, il se réfère au poro. Chaque fois qu'il y a des initiations, il vient pour se recycler. Moi qui suis chef de canton, je n'ai pas de pouvoir dans le poro, j'écoute, je subi ce que les vieux décident là-bas » C'est pour cela que « goryiliwé », est établi pour désigner les chefs de village, les chefs de bois sacré et le chef central (le roi) à Felguessi-Sokoro qui sont les acteurs et les principaux leaders politiques de la société niarafolo. Par contre le chef militaire qui est maintenant désigné et bénéficie de l'appellation chef de canton, est choisi, non sur la base des instructions de l'oracle, mais bien après consultations des notables de Felguessi-Sokoro chapotées par le chef suprême.

Le centre urbain ; la commune, est assimilé à Poufiré (ancienne appellation de la ville de Ferkessédougou), et constitue le siège de ce pouvoir cantonal. Cependant son origine, sa source reste Felguessi-Sokoro. S'agissant des rapports entre chefs de villages, on pourrait dire que les chefs de villages sont autonomes, ils ne dépendent pratiquement d'aucune autorité extérieure. Il n'y a pas de relations hiérarchiques entre eux. S'agissant du chef de canton kphouawa ou yawéliwé, c'est-à-dire la sentinelle, l'éclaireur, il était à l'origine un proconsul désigné par le chef suprême résidant à Felguessikalièhè ou Felguessi-sokoro. Il recevait alors du chef suprême, le gouvernement de toute la province et possédait les pouvoirs militaires, civils et judiciaires. C'était en quelque sorte un gouverneur. Le proconsul est au dessus des chefs de villages, mais il n'a pas d'emprise sur eux. Le proconsul devenu plus tard, chef de canton par le fait d'une invention coloniale, aura un pouvoir plus renforcé à tel point que le chef suprême est ignoré du grand public. Pourtant, le chef de canton est désigné et mandaté par le chef suprême (Gnénéfelo, 2005 : 87). Des règles existent selon lesquelles le chef de canton doit être nommé. A Ferkessédougou, il y a sept ou huit grandes familles parmi lesquelles le chef

suprême après plusieurs consultations désigne le chef de canton. Selon le représentant du chef de canton, O. K. :

« le pouvoir désigne des concessions, des familles et on regarde qui est capable. Les sept cours viennent de Sokoro. Il y a un secret des vieux, ce n'est pas l'institution « gorigo »³ qui indique le chef de canton. Dans le centre urbain ici, ce sont les vieux de Sokoro qui désignent le chef, mais le pouvoir est rotatif dans ces familles que sont : Dombi, Nahouo, Deikô, Wilékoumon, Tèpogo, Founyaton, Fadouba etc. »

c) Rapports de soumissions de tous les acteurs politiques niarafolo au chef suprême

Si le chef suprême nomme le chef de canton, il ne peut nommer les chefs de villages, il ne peut non plus les démettre de leur fonction. Par contre il entérine leur choix et peut même les contraindre à jouer leur rôle s'ils sont négligents ou indifférents. Le chef de canton est un intermédiaire, une sorte de courroie de transmission entre le chef suprême, les chefs de villages et le monde extérieur dont l'administration moderne, les forces de l'ordre et de la sécurité, etc. Il gouverne et le roi règne.

En somme des relations fonctionnelles existent entre les personnages politiques Niarafolo. Il n'y a presque pas de rapports hiérarchiques entre les différents chefs à savoir les chefs de villages, les chefs de terres, les chefs de bois sacré et le chef de canton. Par contre s'il y a une menace extérieure ou une crise sociale grave, tous les chefs de village se concertent sous l'égide du chef suprême à Felguessikalihê. Dans ce dernier cas, le roi a une autorité morale sur tous les chefs (Gnénéfolo, 2007 : 97).

2- Rapports sociaux entre ex-forces nouvelles et représentants de l'Etat

Les rapports sociaux ont évolué entre les ex-forces nouvelles et les représentants de l'Etat. D'une relation de domination, les deux entités politiques sont parvenues à une relation de coopération.

3- Gorigo est une institution politique et culturelle faisant partir des rites funéraires senoufo-niarafolo. Elle est gérée exclusivement par le goryiliwé, une sorte d'oracle, un médiateur social.

a) Rapports de domination entre ex-forces nouvelles et représentants de l'Etat

La rébellion, au départ, a détruit les symboles du pouvoir étatique dans les zones où elle s'est sédentarisée. Les représentants de l'Etat ont quitté ces zones au profit de la rébellion. Un adjoint au maire rencontré en son temps nous a confié ceci :

« Nous avons eu des heurts avec les forces nouvelles au début de la crise, un de nos collaborateurs a passé un séjour dans les geôles de la rébellion, mais avec les autorités traditionnelles, nous avons de très bon rapports, il y a une forme de complémentarité entre eux et nous. » Puis un représentant de la chefferie cantonale ajoute ceci : *« de 2002 à 2004, les rebelles étaient tout-puissants, ils avaient le monopole sur tout. L'administration était fermée. La tendance de leur suprématie et hégémonie a commencé à s'inverser à Ferkessédougou, à partir de 2004 »* Ces propos mettent en évidence les difficultés que les autres autorités ont rencontrées face aux ex- forces nouvelles.

b) Rapports de coopération entre ex-forces nouvelles et représentants de l'Etat

Mais avec le redéploiement de l'administration en 2007 les rapports ont évolué dans le sens de la cohésion sociale. Le secrétaire général de préfecture, D. S. nous a confié ceci : *« Dans le cadre du redémarrage des activités étatiques nous n'avons pas encore eu des heurts ni avec les forces nouvelles ni avec les chefs traditionnels. Les forces nouvelles d'ailleurs assurent la sécurité du corps préfectoral et nous entretenons avec toutes ces personnes des relations fonctionnelles assez-bien. »* .A cet effet nous avons pu constater des soldats des forces nouvelles qui assuraient la sécurité des administrateurs de l'Etat.

3- Rapports sociaux entre ex-forces nouvelles et gestionnaires coutumiers niarafolo

Trois positions possibles, dans cette crise, étaient envisageables par les chefs locaux vis-à-vis des forces nouvelles. Soit, ils se montraient hostiles, réfractaires à la rébellion et couraient le risque de la disparition totale. Soit, ils accordaient leur adhésion à la cause de la rébellion et se faisaient inféoder, auquel cas ils devenaient des subordonnés sans aucune autorité et la rébellion

prenait le pas à tous les niveaux pour de bon dans la société. Soit, ils se présentaient comme des diplomates, des intermédiaires entre la rébellion et les autres instances de la société (représentants de l'Etat et populations civiles).

a) Rapports de domination entre ex-forces nouvelles et gestionnaires coutumiers niarafolo

Il a d'abord eu une collision entre chefs traditionnels niarafolo et forces nouvelles, ce qui avait entraîné, au départ, un repli pendant au moins deux ans de la part des leaders traditionnels. Le témoignage suivant du représentant Ouattara K. corrobore notre analyse : « *Au début, le (Mouvement Patriotique de Côte d'Ivoire) MPCl était tout-puissant, il avait le contrôle sur tout. J'ai eu des difficultés avec les gens du MPCl à la préfecture qui était devenue leur camp. J'ai fui par deux fois devant les rebelles, abandonnant toujours mes chaussures babouches et mes lunettes.* »

b) Rapports de coexistence pacifique entre ex-forces nouvelles et gestionnaires coutumiers niarafolo

Ensuite en 2004, le représentant du chef de canton est rentré en contact, pour des négociations, avec les leaders des forces nouvelles à Bouaké dans le cadre du règlement de plusieurs situations en liaison avec la rébellion à Ferkessedougou. C'est à partir de cette même année que les chefs locaux du grand nord, ont eu le courage, de se concerter, pour former une coalition afin d'interpeller les éléments des forces nouvelles à beaucoup plus de responsabilités, ce qui a permis d'aboutir à une coexistence entre les deux entités.

c) Rapports de collaboration entre ex-forces nouvelles et gestionnaires coutumiers niarafolo

Puis à partir de 2007, l'autorité des leaders traditionnels s'est encore beaucoup plus renforcée avec le redéploiement de l'administration et le retour des fonctionnaires de l'Etat. Le représentant du chef de canton était devenu une personnalité incontournable, le centre d'intérêt pour tous les acteurs politiques et administrateurs civils, un véritable tuteur de tous les représentants de l'Etat, au niveau local. En outre, le passage de la caravane nationale des reines et rois en 2009 à Ferkessedougou à remotivé et réconforté les chefs locaux, de cette localité dans leur volonté manifeste de reconstituer leur environnement

culturel et politique. En somme, il y a eu une véritable collaboration après d'abord une collision, puis une coexistence entre les chefs traditionnels et les forces nouvelles à Ferkessédougou.

Les chefs traditionnels niarafolo ont choisi la dernière option, l'option de la diplomatie. Cela se perçoit à travers le rôle et le comportement politique des leaders traditionnels. La collaboration a donc consisté, pour les chefs locaux, à jouer le rôle d'interface, d'intermédiation, pour un retour à la paix, à la cohésion sociale, d'une part entre les forces nouvelles et les populations locales et d'autre part entre les forces nouvelles et les représentants de l'Etat. Le rôle des représentants des institutions coutumières de Ferkessédougou a été déterminant lors du redéploiement de l'administration moderne dans la zone ex-assiégée à partir de 2007. Ces chefs locaux qui étaient devenus les seules autorités dignes de confiance aussi bien pour toutes les entités politiques que pour le gouvernement de réconciliation nationale, ont été sollicités et ont joué un rôle d'interface entre les différentes entités politiques. Ce rôle qu'ils ont joué, leur a valu de la considération et de la notoriété au plan politique.

L'action des différents prétendants au pouvoir étatique, qui a consisté à utiliser⁴ les leaders traditionnels comme des leviers de manière à ce que ceux-ci mobilisent l'électorat en leur faveur, a aussi contribué au renforcement du pouvoir des chefs locaux. Ce type de relations avec les politiciens leur a valu de l'honneur et un repositionnement dans l'arène politique locale. Les prétendants au pouvoir électif local ont également agi dans le même sens, avec la même envergure. Evidemment les mêmes causes produiront les mêmes effets à l'égard des chefs traditionnels.

4- Rapports sociaux entre représentants de l'Etat et gestionnaires coutumiers niarafolo

Les rapports sociaux ont évolué entre les représentants de l'Etat et gestionnaires coutumiers. Au nom du développement moderne, les rois et chefs traditionnels avaient été relégués en arrière plan par l'Etat moderne depuis les indépendances de 1960. Maintenant, il y a une forme d'incorporation réciproque de ces deux institutions politiques. (Perrot, 2006 :173)

4- Les chefs traditionnels à qui on peut adjoindre les dozos, sont détenteurs des pouvoirs surnaturels dont l'invulnérabilité. Ils accordent également leurs « bénédictions » et leurs « onctions » aux différents prétendants au pouvoir politique, qui les sollicitent.

a) Rapports de domination entre représentants de l'Etat et gestionnaires coutumiers niarafolo

L'arène politique de Ferkessédougou à d'abord connu un long moment de léthargie au sens d'une morosité avec l'avènement du parti unique en 1960. Il y a eu une déconstruction des rapports politiques au niveau local (Mariatou et N'guessan, 2005 : 15). A partir de cette période jusqu'aux années 2000 pratiquement, c'était les secrétaires généraux du PDCI, dont le règne était confondu avec celui de l'Etat, qui occupaient l'arène politique au détriment des ayant-droits de la chefferie traditionnelle relâchée. La chefferie militaire, basée en fait sur la bravoure guerrière de la période précoloniale qui s'était métamorphosée en chefferie cantonale, avec l'arrivée du colon, était maintenant, presque absente de la scène politique. Il y a eu là, une sorte de régression, une forme d'usure, de somnolence des institutions coutumières.

b) renversement de la situation sociopolitique et émergence des gestionnaires coutumiers niarafolo

Mais l'environnement politique de Ferkessédougou va changer de donne depuis le coup d'Etat du 24 décembre 1999. Le monolithisme conduit par le PDCI, dont les secrétaires généraux et les présidents de comité de base du parti avaient le monopole du pouvoir, a disparu depuis la chute du régime en 1999. On enregistre ainsi une perte de leur autorité au profit des représentants du (Rassemblement Des Républicains) RDR qui depuis lors ont gagné du terrain dans cette zone. Mais, ceux-ci, n'ont pas adopté la même démarche politique que le PDCI vis-à-vis du pouvoir des chefs coutumiers niarafolo. A partir de ce moment, l'espace politique est devenu beaucoup plus libre pour les représentants des institutions coutumières caractérisés par le conservatisme d'une société idéaliste. Ainsi ils ont entrepris de reconstituer ou de réinventer leur environnement culturel et politique avec l'avènement de la crise socio-politique en 2002.

Pour le secrétaire général de la préfecture Monsieur K. T. « *Il y a eu trois moments forts pour l'administration qui a redémarré ses activités à partir de 2007. Il y a eu des incompréhensions entre certains administrateurs et les chefs traditionnels, mais l'exercice de l'autorité dépend de l'Autorité elle-même qu'on a mandatée.*

De 2007 à 2009 les chefs traditionnels et les populations travaillaient encore avec les ex-forces nouvelles. L'administration était en difficulté. Ce sont les forces nouvelles-elles mêmes qui assurait la sécurité des administrateurs. Il y a eu de "nouveaux comportements politiques" de la part des chefs locaux, ici, à Ferkessédougou. Les administrateurs devaient corriger beaucoup de choses. Les chefs traditionnels réglait un certain nombre de conflits, notamment les conflits fonciers, les confits liés aux dégâts de cultures, les mariages forcés et les différends entre les populations et les opérateurs économiques. Il y a eu vente des lots pour la construction des maisons dans le centre urbain. Plus de 1000 lots ont été vendus. Les chefs traditionnels vendaient les lots sans papier d'attribution légale. La commission d'attribution des terrains composée du préfet, du maire, du directeur de la construction et des notables a été contournée. L'administration devait réorganiser le territoire. Elle devait « corriger et rééduquer le comportement des chefs traditionnels au niveau de Ferkessédougou où, il y avait déjà beaucoup de dérives autoritaires ». Nous avons interpellé les chefs traditionnels pour leur dire que ce n'était pas leur rôle de vendre les terrains pour la construction des maisons.

De 2009 à 2010, il fallait accorder de l'importance aux forces nouvelles, ce sont elles qui assuraient la sécurité des administrateurs.

De novembre 2010 à avril 2011, il y a eu un temps de défaillance au niveau de l'administration, certains administrateurs se sont comportés en militant politique.»

L'analyse de ce discours du secrétaire général de la préfecture : « Les chefs traditionnels réglait un certain nombre de conflits, notamment les conflits fonciers, les confits liés aux dégâts de cultures, les mariages forcés et les différends entre les populations et les opérateurs économiques » met, en exergue, le dynamisme du pouvoir traditionnel. C'est ce qu'il qualifie ici de "dérives autoritaires" des chefs traditionnels que l'administration devait "corriger". En réalité, les leaders traditionnels s'étaient repositionnés dans l'arène politique en l'absence de l'administration en vue de reconquérir le pouvoir perdu à partir des indépendances de 1960. Le sous-préfet M. A. fait remarquer ceci :

« Le cantonnât a été déjà supprimé depuis 1987, mais s'il permet à la société de tenir debout, de rester soudée pour la cohésion sociale autant le réhabiliter. L'actuel représentant du chef de canton fixe des barèmes, lorsqu'il y a des dégâts de cultures dans les champs. Cela se fait dans le désordre. C'est depuis que l'administration a foutu le camp

que les leaders traditionnels se sont implantés dans la région. Il y a des chevauchements entre le représentant du chef de canton et l'administration à Ferkessédougou.».

Le dynamisme du pouvoir coutumier était tel qu'un représentant de l'administration moderne a eu du mal à exercer son autorité face aux nouveaux rôles des chefs traditionnels implanté dans la région. C'est le cas de l'un des préfets qui a eu des altercations suite à des incompréhensions avec le représentant du chef de canton au sujet du règlement des dégâts de cultures, des attributions et de la vente des terrains urbains.

En fait, il se trouve que pendant la période de la crise sociopolitique du 19 septembre 2002, le règlement de certains faits sociaux et l'exécution de certaines tâches dans la commune ont été accomplis par les chefs locaux alors que leur accomplissement n'est pas du ressort de ces chefs.

5- Rôles et fonctions des leaders traditionnels niarafolo dans la gestion des différents types de conflits à Ferkessédougou au cours de ces dernières années.

Toute société comporte des groupes différents dont les intérêts divergents entrent à un moment ou à un autre en conflit et l'idée qu'une société idéale serait une « harmonie » sans tension n'est évidemment qu'un rêve dont il faut se défaire. Pour l'analyse il faut prendre le parti inverse et chercher à déterminer quelles tensions sont les occasions de conflits, entre quels adversaires, et quels sont les moyens dont dispose la société, pour prévenir ou régler ses conflits. (Mendras, 1989 : 203)

Ainsi dans la société niarafolo, il existe plusieurs types de conflits, mais les plus récurrents sont les conflits fonciers, les conflits matrimoniaux (mariages forcés, rapt de femme, etc.) et les conflits de dégâts de cultures.

Concernant le déroulement de ces conflits entre les populations selon le commandant de la brigade :

« Très souvent ce sont les leaders traditionnels eux-mêmes qui règlent ces conflits et quelques fois les administrateurs et les agents de l'agriculture les assistent par rapport aux problèmes de dégâts de cultures ». La gendarmerie et la police disent n'intervenir que lorsqu'il y a seulement des crimes et délits dans les déroulements des conflits. Le commissaire de police nous a laissé entendre ceci : « J'analyse

toujours les situations, parce qu'il y a souvent des mariages forcés, des enlèvements qui sont des mariages par rapt, il y a le foncier, quand tous ces cas sont de la compétence du représentant du chef de canton, je l'appelle et je les lui confie. »

Les corps habillés observent que la société niarafolo est une société hiérarchisée, fortement portée sur la tradition, que l'autorité des chefs locaux est beaucoup plus mystique, mais encore préservée. Selon l'administrateur C. B.

« Pour ce qui concerne l'autorité des chefs traditionnels, je peux dire qu'ils sont encore respectés et écoutés à Ferkessédougou. De loin je les observe (...) les chefs de villages sont les auxiliaires de l'administration moderne. Le sous préfet doit renforcer leur autorité. Ils ont un pouvoir de conciliation et non de jugement. Pour les faits graves tels que les crimes, les chefs de village doivent saisir le sous - préfet. Actuellement j'ai des rapports excellents avec les chefs de villages. »

Les chefs traditionnels exercent une influence sur tout ce qui touche à l'existence des populations en milieu rural (Rouveroy, 2000 : 122). Un habitant de l'un des campements de l'ex (Société de Développement des Fruits et Légumes) SODEFEL nous a fait remarquer ceci :

« Quand la guerre est survenue, se sont les forces nouvelles qui réglaient tous les conflits jusqu'à un moment. Puis depuis un certains temps, ce sont les chefs de villages qui réconcilient, qui jugent, qui infligent quelques fois des sanctions, mais selon la coutume. Souvent, les gens vont rencontrer Ouattara K., chef de canton qui réside dans le centre urbain ».

Selon S. T. un élément des ex-forces nouvelles

« Les vieux (chefs coutumiers) sont beaucoup organisés par rapport à avant. Ils sont de plus en plus associés à la gestion des problèmes (conflits) à Ferkessédougou. Ils servent de conseillers au niveau de la population et les problèmes sont d'abord réglés selon la tradition avant que l'administration n'intervienne ».

Au regard des différentes opinions sur l'autorité des chefs coutumiers niarafolo, une constance anthropologique est dégagée au niveau de la chefferie de Ferkessédougou, c'est que malgré ce que certaines personnes considèrent comme des dérapages, des bavures, des dérives autoritaires de la part des leaders traditionnels, dans la gestion du pouvoir, il y a une ruée des justiciables, des populations locales vers cette catégorie de gestionnaires coutumiers. Il y a une recherche de justice, de droit coutumier par les niarafolo malgré les

critiques acerbes de certains observateurs et les griefs exprimés par moment par certaines personnes en quête de justice et de vérité auprès des gestionnaires traditionnels. Les populations expriment cette soif de justice par les nombreuses sollicitations exprimées auprès du représentant du chef de canton et de ses notables dans le centre urbain. Selon le chef K. M., représentant du chef de canton, il y a par mois en moyenne (40) à (45) demandes d'audiences formulées par les populations auprès de lui pour le règlement des conflits, des litiges et autres problèmes sociaux à Ferkessédougou. « *Nous gérons les petites causes, les différends ordinaires entre les populations tous les jours sous cet arbre à palabre et les situations importantes sont programmées chaque jeudi. Elles sont réglées chez le chef du canton lui-même au quartier Bromakoté, nous précise K. M.* »

Il arrive que la gendarmerie, le commissariat et l'administration renvoient des populations vers la notabilité, parce qu'elle seule, en ce moment précis, est trouvée compétente pour régler des situations qui ont trait aux us et coutumes des autochtones niarafolo. Ces représentants de l'Etat nous l'ont confirmé. Le commissaire par exemple nous confiait ceci « *J'analyse toujours les situations conflictuelles, si elles sont de la compétence des chefs traditionnels, j'appelle le représentant du chef de canton et je les lui confie, si ça ne va pas et qu'il y a un aspect pénal, je fais une procédure pénale.* »

CONCLUSION

Au terme de l'analyse, il convient de retenir ceci : la série de crises sociopolitiques n'a pas créé la disparition totale du pouvoir traditionnel niarafolo. La longue crise sociopolitique survenue depuis le 19 septembre 2002 a servi de catalyseur pour la réorganisation des institutions politiques coutumières sénoufo-niarafolo.

Contrairement donc aux prévisions de ceux qui annonçaient la mort ou l'extinction des institutions politiques traditionnelles en pays niarafolo, on y constate aujourd'hui une nouvelle dynamique politique. Cette dynamique indique que les chefs niarafolo ne sont pas restés indifférents, inactifs, voire passifs face à la série de crises sociales, politiques et économiques qui ont émaillé leur société. Mieux, ils se sont réapproprié l'espace politique en restaurant les symboles du pouvoir coutumier, en reconstituant leur environnement culturel et politique en l'absence des autorités étatiques en vue de reconquérir ou de réinventer l'autorité perdue, depuis des décennies. C'est vrai, il était supposé pour acquis

que le règne de la rébellion qui est une organisation contestataire se liguerait pour sonner le glas de la chefferie sénoufo niarafolo. Mais, au lieu de déclin ou de mort, on constate un regain d'énergie, une renaissance ou encore une réinvention des institutions coutumières (Perrot, 2003 : 173).

Au fin fond de la crise, après avoir battu en retraite pendant deux années, face à la rébellion armée, les leaders traditionnels, de façon paradoxale, ont reconstitué leur environnement culturel et politique dans le but de reproduire socialement l'ordre politique préétabli d'avant les indépendances de 1960 et de reconquérir l'autorité perdue. Plusieurs facteurs internes et externes, après bien des années d'immobilisme apparent et de mutisme relatif, ont favorisé ce repositionnement des gestionnaires coutumiers dans l'arène politique locale. Au-delà de la représentation populaire, cet article a démontré que dans les moments drastiques, critiques, il est possible de procéder à une réforme, une restructuration de l'ordre politique (Urbain, 2004 : 2). Les institutions politiques coutumières, à travers leur diplomatie, ont, de façon institutionnelle, prospéré sous la série de crises sociopolitiques qu'a connue la sous-préfecture de Ferkessedougou et de façon générale la Côte d'Ivoire depuis le début de la dernière décennie (Ettien, 2014 : 7 ; Latt, 2014 : 2 ; Brou, 2013 : 6). La crise ne signifie pas déliquescence, effondrement total de tous les systèmes politiques à tous les niveaux.

BIBLIOGRAPHIE

- Acka Sohaily F. (2004), « *La survivance des autorités traditionnelles dans la république : l'exemple des rois et des chefs* », Actualité juridique n°42 p 24-39
- Amoa U. (2004), « *Bâtir un nouveau monde avec l'appui des chefs traditionnels : interview AKA SIMON ERNEST* », Fraternité matin n°11888, p 2-3
- Beugré J. (2001), « *Pour convaincre ADO de participer au forum. Seydou Diarra, des rois et chefs traditionnels en mission au Gabon* », le Jour n°1994 p 2
- Brou P. (2013), « *Chefferie traditionnelle et pouvoir public : quelle cohabitation?* » Quotidien Fraternité Matin, n°14649 du 27 Septembre, p.6
- D'Aby Amon J.F (1988), *Le problème de chefferies traditionnelles en Côte d'Ivoire, Abidjan, NEA*
- Ettien F. (2014), « *Reconnaissance du statut des chefs traditionnels par l'Etat : Ouattara a réussi un grand coup* », Quotidien La matinale n°458 du 28 Janvier, p.7
- Gnéféfelo K. (2005), *La problématique de la gestion du pouvoir en pays sénoufo : l'exemple des niarafolo dans le département de Ferkessedougou*. Mémoire de Maîtrise en Sociologie IES, Abidjan

- Gnénéfolo K. (2007), *Approche socio-anthropologique du pouvoir politique en société niarafole*. Mémoire de DEA en Sociologie IES, Abidjan
- Mariatou K. et N'guessan K. (2005), « *Chefferie en mutation en Côte d'Ivoire, Débats* ». *Courrier d'Afrique de l'Ouest*, n°21, p 15-20
- Mendras H. (1989), *Eléments de sociologie*, Collection U, Edition Armand Colin
- N'da P. (2002), *Méthodologie de la recherche : de la problématique à la discussion des résultats*, Abidjan, Edition EDUCI
- Perrot Claude.-H. et F.- X. FAUVELLE (2003), *Le retour des rois. Les autorités traditionnelles et l'Etat en Afrique contemporaine*, Karthala, Paris
- Perrot Claude H. (2006), « *Chefs traditionnels : le cas du sud-est de la Côte d'Ivoire* », *Afrique contemporaine* n°217 p 173-184
- ROUVEROY VAN N. A. B. E. (2000), *L'Etat en Afrique face à la chefferie : le cas du Togo*, Karthala, Paris
- Latt T. (2014), « *Il l'avait promis, il l'a fait pour les têtes couronnées Ouattara donne le pouvoir aux chefs, leur statut voté par les députés, hier* » *Quotidien Le Patriote*, n° 4376 du 27 Juin p. 2.